

No. 90.

**GRANDE-BRETAGNE
ET GRÈCE**

Arrangement entre la Grande-Bretagne et la Grèce au sujet de la suppression du régime des capitulations en Egypte, signé à Athènes le 22 août, 4 septembre 1920.

**GREAT BRITAIN
AND GREECE**

Agreement between Great Britain and Greece Relating to the suppression of the capitulations in Egypt, signed at Athens, August 22/September 4, 1920.

No. 90. — ARRANGEMENT ENTRE LA GRÈCE ET LA GRANDE-BRETAGNE AU SUJET DE LA SUPPRESSION DU RÉGIME DES CAPITULATIONS ² EN EGYPTÉ, SIGNÉ A ATHÈNES LE 22 AOUT / 4 SEPTEMBRE 1920.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires Étrangères de Grèce et par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 26 février 1921.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant fait savoir au Gouvernement Royal Hellénique, en même temps qu'aux autres Puissances intéressées au système judiciaire en Egypte, son intention de ne pas conseiller à Sa Hautesse le Sultan d'Egypte de renouveler le pouvoir des Tribunaux mixtes venant à expiration le 1^{er} novembre prochain et ayant en même temps exprimé le désir de voir les Puissances intéressées renoncer, à compter de cette date, au régime des capitulations dont Elles jouissent en Egypte, en faveur de la Grande-Bretagne, afin de la mettre mieux à même de répondre à la satisfaction de tous les intéressés, aux responsabilités qu'elle y a assumées, et le Gouvernement Royal Hellénique ayant en principe adhéré à ce point de vue, sous réserve des garanties nécessaires pour la sauvegarde de ses intérêts en Egypte, la Grèce et la Grande-Bretagne ont envisagé, dans un esprit purement amical, la situation nouvelle devant résulter du non-renouvellement des pouvoirs des Tribunaux mixtes actuels et de la suppression du régime capitulaire, et ont résolu de conclure

¹ Traduction communiquée par le Ministère des Affaires Étrangères de S. M. Britannique.

² Les ratifications ont été échangées à Athènes le 22 décembre 1920 / 4 janvier 1921.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION

No. 90. — AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN AND GREECE RELATING TO THE SUPPRESSION OF THE CAPITULATIONS IN EGYPT, SIGNED AT ATHENS ², AUGUST 22 / SEPTEMBER 4, 1920.

French official text, communicated by the Greek Minister for Foreign Affairs and his Britannic Majesty's Government. The registration of this Agreement took place on February 26, 1921.

The Government of His Britannic Majesty having made known to the Royal Hellenic Government, at the same time as to the other Powers concerned in the judicial system in Egypt, their intention not to advise His Highness the Sultan of Egypt to renew the powers of the mixed tribunals due to expire on the 1st November next, and at the same time having expressed the wish to see the Powers concerned renounce in favour of Great Britain, as from that date, the Capitulations which they enjoy in Egypt, in order better to enable her to meet, to the satisfaction of all concerned, the responsibilities which she has thereby assumed, and the Royal Hellenic Government having in principle adopted this point of view, subject to the guarantees necessary to safeguard her interests in Egypt, Great Britain and Greece have considered, in a purely amicable spirit, the new situation about to arise from the non-renewal of the powers of the existing mixed tribunals and from the suppression of the Capitulations, and have decided to conclude an agreement with a view to regulating the

¹ Translation forwarded by his Britannic Majesty's Foreign Office.

² Ratifications were exchanged at Athens on December 22, 1920 / January 4, 1921.

un arrangement destiné à régler les diverses questions résultant du nouvel état de choses en Egypte.

A cet effet, les Hautes Parties Contractantes ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Hellènes, Monsieur NICOLAS E. POLITIS, Son Ministre des Affaires Etrangères ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, EARL GRANVILLE, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

La Grèce ayant reconnu le protectorat en Egypte, déclaré par la Grande-Bretagne le 18 décembre 1914, renonce en sa faveur à tous les droits et privilèges qu'elle tient en Egypte du régime des capitulations.

Article 2.

Dès la mise en vigueur de l'organisation judiciaire nouvelle en Egypte, sous l'autorité de la Grande-Bretagne, les Tribunaux consulaires grecs cesseront de siéger, si ce n'est pour terminer les affaires en cours.

Article 3.

Les ressortissants grecs en Egypte, en ce qui concerne les libertés publiques, l'administration de la justice, les droits privés, y compris la propriété foncière et les droits miniers, les professions libérales, industrielles et commerciales, les impôts et taxes jouiront du même traitement que les ressortissants britanniques.

Les enfants nés en Egypte d'un père ressortissant grec jouissant des privilèges de l'étranger, auront droit à la nationalité grecque ; ils ne deviendront pas sujets égyptiens.

Article 4.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires de la Grèce en Egypte, jouiront, dès la fermeture des tribunaux consulaires, des mêmes immunités qu'en Grande-Bretagne.

various questions resulting from the new state of affairs in Egypt.

With this object the High Contracting Parties have named as their Plenipotentiaries, that is to say —

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, EARL GRANVILLE, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

His Majesty the King of the Hellenes, M. NICOLAS E. POLITIS, his Minister for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles : —

Article 1.

Greece having recognised the protectorate in Egypt, promulgated by Great Britain on the 18th December, 1914, renounces in her favour all the rights and privileges which she holds in Egypt under the Capitulations.

Article 2.

From the coming into force of the new judicial system in Egypt under the authority of Great Britain, the Greek Consular Courts will cease to sit, except to dispose of current proceedings.

Article 3.

Greek nationals shall enjoy in Egypt, in regard to public liberties, the administration of justice, private rights, including landed property and mining rights, the liberal, industrial and commercial professions, and taxes and duties, the same treatment as British nationals.

Children born in Egypt of a father who is a Greek national enjoying there the privileges accorded to foreigners shall be entitled to Greek nationality ; they shall not become Egyptian subjects.

Article 4.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of Greece in Egypt shall enjoy, from the closing of the Consular Courts, the same immunities as in Great Britain.

Ils continueront d'exercer dans l'intérêt des particuliers, pour autant que les lois de l'Égypte ne s'y opposeront pas, toutes leurs fonctions non judiciaires dans les mêmes conditions que par le passé.

Article 5.

En attendant la conclusion d'accords spéciaux relatifs à l'Égypte ou entre la Grèce et l'Égypte, s'étendent en Égypte les traités suivants, en vigueur entre la Grèce et la Grande-Bretagne, savoir : 1^o l'arrangement relatif à l'extradition des marins déserteurs¹ du 7/19 août 1875 ; 2^o l'arrangement concernant la reconnaissance réciproque des Sociétés Anonymes et autres associations² du 23 juillet/4 août 1888 ; 3^o le Traité d'extradition³ du 11/24 septembre 1910, et 4^o tous les Traités, Conventions et accords plurilatéraux intéressant la Grèce et la Grande-Bretagne et auxquels l'Égypte n'est pas partie.

Pour l'application du Traité du 24 septembre 1910, relatif à l'extradition des criminels, il est convenu que la condition stipulée par l'article 3 du dit Traité à l'extradition des nationaux des Hautes Parties Contractantes s'étendra, lorsqu'il s'agira des personnes réfugiées en Égypte, tant aux sujets de Sa Hautesse le Sultan qu'à tous les ressortissants britanniques.

Sous condition de réciprocité, le régime actuellement appliqué en Grèce et en Égypte, respectivement aux importations provenant de l'autre pays, ou aux exportations vers ce pays, ne sera pas modifié à moins de préavis donné 12 mois à l'avance. Il est entendu toutefois que le présent engagement ne fait obstacle à la faculté pour le Gouvernement Hellénique et le Gouvernement Égyptien d'apporter au régime existant entre les deux pays les modifications qui seraient rendues applicables à tous les autres pays indistinctement.

Article 6.

Les Communautés, Fondations et Associations soumises à la protection hellénique qui

¹ De Martens : Nouveau Recueil Général des Traités, deuxième série, vol. II, page 475.

² De Martens : Nouveau Recueil Général des Traités, troisième série, tome V, page 690.

They shall continue to exercise in the interests of private persons, so far as is consistent with the laws of Egypt, all their non-judicial functions under the same conditions as formerly.

Article 5.

Pending the conclusion of special agreements relating to Egypt or between Greece and Egypt, the following treaties in force between Great Britain and Greece will apply in Egypt, that is to say : (1) the agreement relating to the surrender of seamen deserters¹ of the 7th/19th August, 1875, (2) the agreement concerning the reciprocal recognition of joint-stock companies and other associations² of the 23rd July-/4th August, 1888, (3) the Extradition Treaty³ of the 11th/24th September, 1910 and all the multilateral treaties, conventions and agreements affecting Great Britain and Greece to which Egypt is not a party.

In the execution of the treaty of the 24th September, 1910, relating to the extradition of criminals, it is agreed that the condition attached by Article 3 of the above-mentioned treaty to the extradition of the nationals of the High Contracting Parties shall apply, in the case of refugees in Egypt, to the subjects of His Highness the Sultan as well as to all British nationals.

On condition of reciprocity, the regulations now applied in Greece and in Egypt respectively to imports coming from the other country or to exports to the other country shall not be altered unless notice to that effect has been previously given twelve months in advance. It is understood, however, that the present agreement shall not limit the right of the Hellenic Government and of the Egyptian Government to introduce into the régime in force between the two countries modifications which may be applicable to all other countries without distinction.

Article 6.

Corporations, foundations and associations under Hellenic protection which at present

¹ British and Foreign State Papers, vol. 66 (1874-1875), page 92.

² British and Foreign State Papers, vol. 79 (1887-1888), page 8.

³ British and Foreign State Papers, vol. 103 (1909-1910), page 297.

jouissent actuellement de la personnalité morale, continueront d'être reconnues comme personnes morales étrangères et de jouir de tous les droits et avantages attachés à cette qualité. Elles pourront notamment conserver leurs établissements de charité, de bienfaisance, d'assistance et d'enseignement, tels qu'églises, hôpitaux, crèches, écoles, etc. Elles auront la capacité de posséder des biens meubles et immeubles affectés à l'entretien de ces établissements, de les administrer et en disposer selon leur destination. Elles auront la faculté d'ester en justice et en général d'accomplir tous actes nécessaires à leur mission de progrès social par leurs gérants et administrateurs légaux, conformément à leurs statuts et règlements.

Néanmoins, les susdites communautés, fondations et associations sont soumises à toute législation de contrôle, de réglementation et de surveillance applicables à tous les établissements similaires européens en Egypte, y compris toute législation relative à la faculté d'acquérir les biens immeubles.

Les ressortissants grecs jouiront en Egypte des mêmes droits que les ressortissants britanniques, en ce qui concerne la création de nouvelles communautés, fondations et associations.

Article 7.

La Grèce accepte que, sans autre réserve que celle du consentement unanime des Puissances intéressées, tous les droits et devoirs de la Commission internationale de quarantaine en Egypte passent aux Autorités Anglo-Egyptiennes.

Article 8.

Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, des Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Athènes, le 22 août/4 septembre 1920.

(Signé) N. POLITIS.
(Signé) GRANVILLE.

possess a juridical personality shall continue to be recognised as foreign juridical personalities and to enjoy all the rights and privileges pertaining to them as such. They may in particular maintain their institutions for charitable purposes, for relief, for assistance and for instruction, such as churches, hospitals, infantshomes; schools, etc. They will be qualified to own movable and immovable property devoted to the maintenance of these institutions, to manage them and to dispose of them according to their objects. They shall have the right to be parties to legal proceedings, and generally to carry out all acts necessary for their mission of social progress, by their duly appointed managers and directors according to their rules and regulations.

Nevertheless, the above-mentioned corporations, foundations and associations are subjected to all legislative control, regulation and supervision applicable to all similar European institutions in Egypt, including all legislation bearing on the right to acquire immovable property.

Greek nationals will enjoy in Egypt the same rights as British nationals in regard to the establishment of new corporations, foundations and associations.

Article 7.

Greece agrees that, subject only to the unanimous consent of the Powers concerned, all the rights and duties of the International Quarantine Commission in Egypt are transferred to the Anglo-Egyptian authorities.

Article 8.

The present agreement shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Athens as soon as practicable.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present agreement and have affixed thereto the seal of their arms

Done at Athens the 22nd August/4th September, 1920.

(Signed) POLITIS.
(Signed) GRANVILLE.